

Réflexions liminaires sur les guerres et conflits économiques

Jacques Fontanel

▶ **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Réflexions liminaires sur les guerres et conflits économiques. Guerres et conflits économiques, Office des Publications Universitaires, 2005. hal-02532296

HAL Id: hal-02532296
https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02532296

Submitted on 4 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Réflexions liminaires sur les guerres et conflits économiques

Jacques Fontanel

In

Guerres et conflits économiques
Office des Publications Universitaires,
Alger, 2005

Fragments de cours
Université Pierre Mendès France
Grenoble

Résumé : Les guerres sont des données permanentes de la civilisation humaine. La paix générale est un projet, lequel ne peut être réalisé sans éradication des racines de la guerre Les analyses scientifiques sur les conflits restent hétérogènes et souvent contradictoires. La guerre potentielle est une menace économique, car la préparation à un conflit est onéreuse. Les économistes contemporains considèrent souvent la paix comme une donnée, et ils font l'hypothèse que les dépenses militaires sont un fardeau pour l'économie nationale. Après l'effondrement de l'URSS, plusieurs économistes et philosophes ont considéré que les guerres pouvaient progressivement disparaître. Au début du XXIe siècle, les guerres sont toujours présentes, notamment dans l'ordre économique.

Summary : Wars are permanent features of human civilization. General peace is a project, which cannot be achieved without eradicating the roots of war Scientific analyzes of conflicts remain heterogeneous and often contradictory. Potential war is an economic threat because preparing for conflict is expensive. Contemporary economists often view peace as a given, and they assume that military spending is a burden on the national economy. After the collapse of the USSR, several economists and philosophers considered that wars could gradually disappear. At the start of the 21st century, wars are still present, especially in the economic sphere.

Mots clés : Guerres, conflits économiques, menace de guerre, économie de la défense

War, economic conflict, war threats, defence economics

La guerre est une donnée permanente de la civilisation humaine. Plus de 14 000 guerres ont été répertoriées depuis le début de l'histoire humaine. Elles ont été la source d'héroïsme, de dépassements. La mort physique et l'immortalité historique avancent de paire. La culture punique a été oubliée aujourd'hui, mais la campagne d'Hannibal contre les romains reste dans toutes les mémoires. Les génies militaires ont toujours inspiré les poètes, les écrivains, les artistes. La meilleure preuve de l'existence et de la vitalité d'une nation réside dans le conflit avec d'autres entités. Pour Malthus, la guerre a une fonction de régulation, alors que Fukuyama voit dans l'absence de guerre et de révolution la preuve de la fin de l'histoire. La guerre constitue bien un phénomène culturel important pour l'humanité. *Si vis pacem, para bellum.*

La paix globale ne peut être réalisée que si les racines de la guerre sont éradiquées. Il faut cependant reconnaître que la guerre a parfois permis des progrès technologiques importants, d'autant que leur fin s'accompagne d'un fort désir de paix et de stabilité. Dans un certain sens, on peut étendre cependant la définition de Clausewitz, en affirmant que la guerre est la continuation de l'économie aussi. Cependant, il n'est pas question alors d'humanité dans son ensemble, mais d'avantages particuliers pour certains pays au détriment d'autres pays. On oublie les interdépendances, pour ne mettre en évidence que les forces économiques comparées. De manière prosaïque, les Etats doivent protéger leurs richesses, mais, en situation de paix, les gouvernants doivent tenir compte du nécessaire équilibre entre une dépense qui peut s'avérer paupérisante et le maintien, à terme, de la sécurité nationale. Il y a donc un choix à faire entre la sécurité d'aujourd'hui et celle de demain. Staline et ses successeurs ont pensé que la course aux armements affaiblissait les économies de marché et créait les conditions de renversements politiques dans les démocraties, le monde occidental ne pouvant simultanément préserver son mode de vie et produire d'énormes capacités militaires. La coexistence paci-

fique était analysée comme un moment de l'histoire et la guerre victorieuse d'un mouvement socialiste était considérée comme une avancée vers la paix.

Aujourd'hui, la guerre, dans son sens strict, connaît plusieurs théories contradictoires. Avant septembre 2001, la guerre n'était plus conçue comme un instrument de gestion des conflits entre les Etats par les responsables américains. Elle était supposée trop coûteuse[1], dans un environnement caractérisé par l'essor de la démocratie, facteur éminent de paix. La guerre n'était plus considérée comme un mode de gestion des crises, compte tenu des dangers inhérents à la menace nucléaire. La guerre n'était plus une manière de faire de la politique comme les autres, c'était un instrument de puissance en situation d'obsolescence. Aujourd'hui, les guerres en Afghanistan et en Irak ont remis cette conception en question. Or, en 1998, Jacques Attali[2] considérait déjà que la multiplication du nombre d'Etats et l'absence d'un ordre supranational incontestable ouvrait la voie à de nouvelles guerres potentielles, entre les civilisations, entre les rivaux à l'intérieur d'une même civilisation et enfin pour le contrôle des ressources rares. Les pays qui échapperont aux conflits seront les principaux bénéficiaires, avec les marchands d'armes qui ne se connaissent pas d'ennemis, seulement des clients ou des concurrents.

La guerre entre Etats a toujours utilisé des moyens économiques pour parvenir à la victoire. Les liaisons entre l'économie et la guerre sont complexes, à la fois moyens et fins. Ainsi, une guerre se gagne déjà dans sa préparation, et donc avec les dépenses et l'entraînement engagés. Ensuite, l'économie est elle-même une arme (sanctions, blocus, destructions). Le blocus continental de Napoléon a cherché à ruiner l'Angleterre, première étape vers son affaiblissement militaire. Il ne s'agissait pas de conquérir des marchés, mais d'engager un jeu à somme négative, dont on pensait qu'elle serait plus gravement négative pour l'ennemi britannique. L'arme économique peut d'ailleurs être utilisée indépendamment d'une situation de guerre. C'est une forme de revendication sur le partage des richesses mondiales. En 1973, l'augmentation des prix du pétrole a constitué une mesure économique contre la politique internationale trop favorable à Israel. Elle prit ensuite une dimension économique considérable, avec une transformation formidable de la répartition des revenus et des richesses dans le monde.

---

[1] Kaysen C., (1990), « Is war obsolete ? », *International Security*, Vol.14, n°4, p. 42-64.
[2] Attali J., (1998), *Dictionnaire du XXI^e siècle*, Fayard, Paris, p. 157.

La permanence des conflits

Pour promouvoir la paix, il faut d'abord rendre la guerre économiquement trop coûteuse pour être profitable. Dans les temps anciens de rapine, d'esclavage et de vol, la guerre avait des avantages économiques importants pour les Etats. Dans un monde unifié, la guerre n'a pas de sens, car tout le monde en pâti. L'unification n'est pas un idéal en soi, elle a parfois été réalisée au moins partiellement. L'empire des rois perses Cyrus le Grand et Darius I aux sixième et cinquième siècles avant Jésus-Christ s'est constitué sur la ruine d'une douzaine de royaumes, affaiblis par des guerres sans fin, des Balkans à l'Egypte et à l'Inde. En tenant compte des traditions des peuples, l'empire Achaemenien a été capable d'imposer un modus vivendi et la paix. Il en a résulté un développement des communications, la formation d'un esprit universel et un développement économique fondé sur un commerce global et un système monétaire fondé sur l'or. Cette époque pacifique a permis l'essor économique et le progrès technologique. Quand Kublai introduisit la monnaie-papier en Eurasie, à la suite des conquêtes des Mongols, celle-ci ne pouvait s'étendre que si l'autorité de l'Etat était suffisante pour assurer une paix universelle et assure la protection des richesses et des biens. Les banquiers sont enclins à l'unification politique. La famille Rothschild a eu une forte contribution dans la paix globale après les guerres napoléoniennes, en assurant ou non les financements des Etats (Polanyi), ce qui fait croire à nombre d'analystes que l'époque des guerres a été remplacée par l'époque des échanges (Benjamin Constant).

Le renforcement des standards de vie communs constitue un pas important vers la paix et l'unification. La politique de la dynastie Han, avec son environnement nomade, est l'exemple le plus vieux connu d'une assistance économique à d'autres pays. Pendant des siècles, les chinois ont envoyé des caravanes avec des cadeaux (entre 17 et 22% du budget de l'Etat étaient dépensés à cette fin) pour leurs voisins en guerre. Ainsi, ils ont encouragé l'imitation de leur propre style de vie et les développements intellectuels chinois. S'ils ont pu ensuite conquérir des provinces impériales, ces tribus ont permis cette sinisation. Il n'y a pas eu besoin de campagnes militaires. La pauvreté et l'ignorance dévaluent la valeur de la vie humaine, ce qui favorise les guerres. La démocratie s'accommode surtout des bons niveaux de vie.

Il y a trois catégories de méthodes pour dissuader l'agression :

– Si l'opposant attaque, il doit subir des pertes (sanctions économiques, destructions, pertes d'hommes etc.) et voir ses gains diminuer (résistance non violente, sabotage industriel, perte d'unité nationale, etc.).

– S'il n'attaque pas, il doit comprendre que ses pertes vont diminuer (pas d'exploitation, ni d'humiliation, ni de menaces) et ses gains sont susceptibles de s'accroître (coopération scientifique, culturelle, politique et économique, services diplomatiques et humanitaires, développement des échanges, etc.).

– Le but de la dissuasion est d'affirmer à l'opposant que, quel que soit son objectif, son action ne sera pas couronnée de succès. Galtung conteste les efforts militaires de défense qui sont susceptibles d'effrayer un opposant éventuel et de favoriser ainsi la course aux armements et à la guerre. Les politiques du bâton et de la carotte ou de l'intimidation ne sont pas très efficaces, puisque le sentiment d'injustice, de peur ou de colère peut conduire aux actions les plus irrationnelles. Le nucléaire n'est pas une arme de paix, car les armes nucléaires n'ont empêché les guerres. La France, par exemple, a supporté cinq guerres depuis 1945 (Indochine, Madagascar, Corée, Algérie, Sinai), ainsi que les Etats-Unis (Corée, Laos, Vietnam, République Dominicaine, Kampuchéa). En fait, les armes nucléaires ont surtout interdit la confrontation directe et favorisé les stratégies obliques.

Au fond, les avantages et bénéfices d'un conflit ne peuvent pas être mesurés par les seuls critères matériels ; c'est pourquoi cette analyse est particulièrement difficile à mettre en oeuvre. Le pays conquérant cherche à conserver les richesses (infrastructures, industrie, etc.) du peuple que l'on souhaite dominer. Les Suédois ont menacé de faire sauter leurs mines et leurs stations d'énergie s'ils étaient attaqués par l'Allemagne. Les Suisses ont menacé et menacent toujours de couper tunnels et ponts, pour empêcher les agresseurs de bénéficier des richesses nationales. Dans ce cas, cette stratégie implique une information qui s'oppose évidemment au secret militaire. L'effet d'annonce réduit la potentialité du conflit. Le sabotage interne est très efficace, surtout lorsque l'assaillant ne dispose pas d'importants degrés de manœuvre. La politique de la terre brûlée est coûteuse, mais aussi dissuasive. Pour éviter la collaboration éventuelle, la Suède garantit aux entreprises privées les pertes subies par l'occupation. La population doit rentrer dans la résistance non-violente active, même au prix de la terreur. Si la population est ingouvernable, cela dissuade

l'agression. La défense non-violente est efficace dans deux cas : lorsque le peuple dans son ensemble reconnaît l'intérêt de cette action et lui obéit et lorsque le pays assaillant est suffisamment rationnel pour éviter les excès de rétorsion à l'égard du « désordre ». Elle implique donc une véritable formation et un large consensus national. Elle suppose enfin que les assaillants restent attachés à certaines valeurs morales et humaines. Elle est aussi masochiste. L'histoire récente fournit des exemples évidents de la faiblesse d'une telle défense devant la fureur du racisme ou de l'idéologie aveugle.

Historiquement, les guerres de colonisation se présentent comme des causes fondamentales, mais non exclusives, du sous-développement. Elles ont favorisé les cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières, l'exploitation minière, la destruction des artisanats locaux, l'établissement de frontières nationales aberrantes, le développement d'une économie désarticulée, entièrement tournée vers la métropole. Les grandes négociations économiques internationales rappellent toujours l'existence des rapports conflictuels de domination. Les sanctions économiques ne devraient pas être banalisées. En cas de paix, il faut aider tous les Etats à se développer, car il s'agit de l'intérêt de tous. Il faut éviter les humiliations, comme celles qu'a fait subir Kennedy à Krouchtchev après l'affaire de Cuba, notamment en refusant de supprimer les missiles basés en Turquie, missiles qui furent ensuite rapidement rendus obsolètes. Il faut réduire les peurs de l'opposant en lui fournissant les informations nécessaires et les moyens de les vérifier. La menace d'utilisation des armes constitue toujours un facteur décisif de diffusion des modes de production dominants et du maintien des pouvoirs existants. En outre, les grandes puissances économiques se servent de leur aide militaire et civile pour maintenir leur influence politique, économique, idéologique, voire morale. La technologie occidentale est fortement influencée par la militarisation des économies avancées et elle domine encore, malgré les exemples contraires du Japon et de l'Allemagne, le développement industriel contemporain. De bonnes relations avec le gouvernement américain facilite l'obtention de lignes de crédit auprès des grands organismes financiers internationaux.

La guerre potentielle, une nouvelle menace économique

Il y a eu cinq modifications fondamentales depuis 1989 :

– L'érosion de la menace nucléaire et la délégitimation des armes atomiques dans les rapports internationaux.

– Le changement des menaces, moins tournées sur les ambitions territoriales, les conflits de souveraineté ou l'indépendance nationale, et concernant plutôt le terrorisme, la drogue, l'immigration clandestine, l'argent sale.

– L'essor des conflits intra-étatiques par rapport aux conflits interétatiques, exposant ainsi à la violence les populations civiles (Bosnie, Kosovo, Somalie, Rwanda, Liberia, Sierra Leone, notamment).

– L'obsession du « zéro mort » dans la stratégie occidentale de l'intervention humanitaire.

– Le renforcement des considérations et des moyens économiques dans les stratégies militaires.

La « guerre » devient souci principal des sociétés d'aujourd'hui, c'est une menace récurrente. Pendant longtemps le capitalisme a eu une identité fondée sur la peur du communisme. Celui-ci disparu, le secteur de l'armement en a subi immédiatement la sanction.
Il a connu plusieurs crises :

- Crise d'abord de la demande face à un marché déprimé ;
- Crise de l'identité nationale, face au processus de « globalisation » qui conduit à envisager toutes les coopérations et échanges économiques possibles ;
- Crise technologique face à un secteur civil plus flexible, moins cher et plus efficace.

Les modèles de course aux armements ont mis en évidence le fait que l'augmentation des budgets de préparation de guerre augmentait la probabilité de conflits armés. L'une des questions fondamentales des relations internationales est de savoir si la course aux armements conduit inexorablement à la guerre. Trois facteurs jouent simultanément :

– L'évolution des dépenses militaires des ennemis potentiels est un facteur explicatif de la course aux armements. Aujourd'hui, cette évolution est plutôt tournée vers le bas, ce qui revient à dire que

la course aux armements n'est pas engagée. Trois considérations réduisent encore l'hypothèse d'une reprise fondée sur cette variable explicative. D'abord, la connaissance des dépenses militaires des ennemis potentiels n'est pas toujours très significative. Ensuite, il est parfois difficile de connaître son ennemi. Enfin, les résultats empiriques ne coïncident pas toujours avec la théorie, les dépenses militaires étant souvent plus dépendantes de considérations de politique intérieure et de choix stratégiques effectués avec les alliés, que de la réaction à un effort militaire supplémentaire de l'adversaire présumé.

– La fatigabilité consécutive aux coûts de la militarisation traite du fardeau des armements. Celui-ci est d'autant plus important que la récession est forte et le développement économique mal assuré. Avec l'émergence de la nouvelle croissance, ce degré de fatigabilité est réduit. Si l'on ajoute que l'augmentation des recettes budgétaires a toujours été considérée comme un facteur d'accroissement des dépenses militaires, on peut dans ce cas voir dans ce processus un facteur précurseur d'un armement accru.

– Les griefs conditionnent la motivation de la course aux armements. Aujourd'hui, les grandes puissances n'ont plus les mêmes griefs les uns par rapport aux autres. Dans ces conditions, même si les griefs se développent dans les rapports intra-étatiques, ils ne se sont pas globalement renforcés au niveau mondial.

Dans ces conditions, une seule condition est remplie (la réduction de la fatigabilité), alors que les deux secondes semblent plutôt s'opposer à une course aux armements.

Pacifiste convaincu, Arthur Cecil Pigou a étudié l'économie de guerre[3]. Les conflits armés sont partiellement le résultat de désirs irrationnels des nations de dominer les autres. Pigou rejette l'idée selon laquelle le développement économique serait synonyme de paix internationale, notamment l'argument de l'effet dissuasif exercé par son coût croissant. Cependant, le libre-échange est un facteur de paix, au même titre que l'essor des investissements à l'étranger. La défense nationale devient donc une priorité des Etats. Les dépenses militaires produisent un service important à l'économie nationale et les dépenses militaires constituent une sorte d'auto-assurance pour la protection des richesses nationales. Il n'est satisfaisant que dans le cadre d'accords négociés, maintenant un niveau suffisant.

---

[3] Pigou A.C., (1921), *The political economy of war*, MacMillan, London.

La sécurité constitue donc bien un facteur décisif du « développement soutenable ».

– La sécurité intérieure ne peut être assurée si les exclus du développement sont nombreux. Les plus grands ennemis de la démocratie ne sont pas les révolutionnaires ou l'armée, mais le chômage, la faim et le cycle mortel des crises.

– La guerre est souvent synonyme de transformations profondes de la société. La coexistence des deux systèmes économiques capitalistes et socialistes a longtemps été jugée impossible à long terme, car ils étaient à la fois impérialistes et antagoniques. Pendant longtemps, les Etats-Unis ont été persuadés que l'un des buts de Staline et de ses successeurs était de pousser les pays à économie de marché à développer leurs dépenses improductives d'armement, car ils ne pouvaient pas, simultanément, préserver leur mode de vie et produire d'énormes capacités militaires. Dans ces conditions, une véritable guerre économique a été mise en place et la chute de l'empire soviétique est d'abord le résultat de son échec économique.

– Pour les partisans du Nouvel Ordre Economique International, le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement. Dans ces conditions, les processus de désarmement passent d'abord par le développement des pays des plus pauvres et même dans certains cas, par une redistribution plus équitable des ressources mondiales. Les conflits ne s'arrêtent pas à la production d'armes. Le sous-développement constitue une menace pour la paix mondiale. La course aux armements et à la puissance idéologique a épuisé économiquement les pays en voie de développement.

Les Etats doivent protéger leurs richesses. Les dépenses militaires accroissent la sécurité nationale qui elle-même est une condition du développement économique des Nations. L'influence de l'effort de défense est ambiguë, car en même temps il réduit les investissements civils et il crée des distorsions indiscutables eu égard aux conditions d'une production efficiente. Il y a donc un choix à faire entre la sécurité d'aujourd'hui et celle de demain, choix qui dépend de la nature et de l'intensité des tensions internationales. Or, l'économie contemporaine est un champ de guerre (boycott, embargos, compétition déloyale, etc.) et une limitation drastique de l'effort de défense peut conduire à un changement rapide et violent de la géographie mondiale de la satisfaction des besoins et de la carte de la compétitivité internationale.

Des études économiques insuffisantes

Les économistes contemporains ont souvent considéré la paix comme une donnée. Les grands modèles économiques négligent les considérations de sécurité internationale, de guerre, de conflits, de violence et de domination. Ainsi, Galbraith (1993) a pu dire que les économistes étaient attirés par tout ce qui était bénin, qu'ils se préoccupaient d'abord des conditions de la production et de la demande dans des économies très riches et aux besoins fondamentaux déjà satisfaits, alors même qu'ils évitaient d'analyser la misère, la pauvreté, les inégalités et la violence qui en résulte. Pourtant, en 1953, Eisenhower affirmait que « chaque fusil qui est fabriqué, chaque bateau de guerre lancé, chaque fusée qui éclate, signifie dans leur sens final un vol pour ceux qui ont faim et qui n'ont rien pour se nourrir, pour ceux qui ont froid et n'ont rien pour se vêtir. Le monde en armes ne dépense pas seulement de l'argent. Il dépense aussi la sueur des travailleurs, le génie de ses scientifiques et les espoirs de ses enfants ».

La géopolitique se propose d'analyser les rapports de forces entre les Etats, entre celles qui dominent aujourd'hui et celles qui deviennent des puissances en devenir. Plusieurs critères sont retenus, comme la possession de l'arme nucléaire, le développement économique, la maîtrise du progrès technique, notamment dans les domaines de l'information et de l'énergie, la force de sa culture nationale dans les échanges internationaux, la disponibilité d'une monnaie fiable, la présence d'un Etat respecté dans les organisations internationales et dans les cercles diplomatiques, la capacité de disposer des moyens nécessaires pour assurer le transfert des ressources vitales (eau, pétrole ou réseaux).

La probabilité d'un conflit armé est souvent prise en compte dans les décisions économiques. Cependant, inversement, l'économie est une variable explicative souvent significative des guerres. Ces réflexions ne datent pas d'aujourd'hui. Ainsi, le vieux stratège Sun Zi avait déjà défini quelques comportements rationnels qui s'imposent parfois aujourd'hui aux apprentis guerriers.

Tableau 1

Quelques principes rationnels sur la gestion des conflits, selon Sun Zi[4].

7. Il n'a jamais existé d'opérations prolongées qui aient été avantageuses pour le pays. Ceux qui ne comprennent pas les dommages que la guerre peut causer n'en comprendront jamais les avantages.
11. C'est pourquoi celui qui tue un ennemi doit être réprimandé, celui qui s'empare des richesses de l'ennemi doit être récompensé. Il faut être bon avec les soldats ennemis et les nourrir. C'est ce qu'on appelle se renforcer en remportant des victoires sur l'ennemi.
14. Selon toutes les méthodes pour conduire une guerre, sauvegarder un pays vaut mieux que le détruire... Soumettre l'ennemi sans combattre est ce qu'il y a de mieux.
34. Il faut lui faire miroiter un intérêt. Lorsque l'ennemi se délasse, on peut le fatiguer ; lorsqu'il veut se rassasier, on peut l'affamer ; lorsqu'il cherche la paix, on peut le harceler.
37. Mystérieux et secret, il faut avancer sans laisser de trace.
63. Celui qui soumet ses ennemis sait utiliser leurs handicaps.
85. Dans la guerre, la chose la plus importante est la rapidité.
102. Aucun espion n'est trop aimé. Aucune récompense n'est trop importante pour les espions.

Si la pensée économique moderne s'est complut à négliger trop souvent les fondements et les effets de la guerre, il n'en a pas toujours été ainsi. Pour les mercantilistes, la puissance du Prince constituait l'objectif principal de l'économie et les forces armées devaient assurer la puissance nationale. L'optimum économique n'est pas un objectif crédible comparé à celui de l'accroissement du pouvoir de l'Etat. Il est ainsi préférable d'avoir moins de richesses si les autres pays sont proportionnellement plus pauvres. La défense d'un pays encourage le sentiment national et la guerre victorieuse enrichit l'Etat. Le désarmement est absurde. Ces idées seront reprises, sous d'autres formes, par List[5] qui, s'il considère que la paix est souhaitable dans un monde d'Etats stabilisés sur la base des frontières naturelles, n'en pense pas moins que le « laissez faire » conduit à la domination des plus forts. Les Etats sont obligatoirement en conflit lorsque les frontières

[4] Sun Zi, (1990), *L'art de la guerre*, Introduction Maurice Prestat, Economica, Paris.
[5] List F., (1857), *Le système national d'économie politique.*

naturelles ne sont pas définies. Lorsque celles-ci seront réalisées, les Nations devront encore se protéger des dominations étrangères. Le désarmement est au pire une utopie ou au mieux une espérance lointaine, assortie à des conditions spécifiques. Il ne peut être conçu que dans une situation d'équilibre de puissance entre les Nations.

Pour les physiocrates et les grands classiques anglais et français, il faut réfuter cette version « dominatrice » de l'économie. La poursuite égoïste des intérêts individuels constitue le fondement de l'intérêt collectif et l'intervention de l'Etat dans l'économie doit être minimale, sauf dans les domaines de la police et de la défense nationale. La guerre et sa préparation sont des variables expliquées de l'esprit de monopole. Les conflits armés sont des phénomènes exclusivement politiques. La constitution de forces militaires est cependant recommandée pour assurer la souveraineté des Etats menacés par les économies moins développées. Les processus de désarmement des pays riches sont dangereux, compte tenu des convoitises dont ils font l'objet et qui s'exprimeront éventuellement, en fonction des rapports de puissance d'armement, dans l'ordre militaire. Pour Malthus, la guerre est d'abord le résultat d'un développement économique insuffisant compte tenu de la croissance de la population. Il reconnaît même qu'à court terme, un accroissement des dépenses militaire peut augmenter la demande globale et donc d'exercer des effets positifs sur l'ensemble de l'économie. Mais à long terme, du fait de la paupérisation qu'il engendre inéluctablement, il est une source fondamentale de conflits. Si le contrôle de la population est assuré, les forces de guerre seront maîtrisées.

Pour Marx et Engels[6], la paix n'a pas de vertu morale en elle-même. La guerre et les conflits appartiennent au champ de la superstructure et ils sont conditionnés par les rapports sociaux antagonistes. Marx redoute surtout les effets des conflits armés sur l'idéal révolutionnaire du prolétariat qui se trouve divisé par les querelles des capitalistes. Le désarmement n'est pas vraiment compatible avec la pérennité du capitalisme. Le désarmement n'est souhaitable que s'il peut engendrer un développement économique provoqué par la rupture radicale avec le capitalisme et l'émergence du socialisme. La bonne question devrait être formulée ainsi : « comment dépasser le capitalisme belligène par un socialisme garant, à terme, de la paix universelle ? ».

---

[6] Marx, K., Engels F. (1860), *Le Manifeste du Parti Communiste*. Edition française, Bourgois, Paris, « 10/18 », 1984.

Les pensées marginalistes et néo-classiques se sont évidemment démarquées de ces positions. Il faut cependant remarquer qu'elles ne se sont que fort peu préoccupées des problèmes du désarmement. Si pour Walras[7], la défense nationale est rejetée du champ d'étude de la science économique, la recherche de la paix universelle sous-tend tout son projet scientifique. La théorie économique doit conduire au refus des guerres, ce qui constitue un objectif à la portée des générations à venir. Si tous les pays adoptaient le libre-échange, les armées permanentes seraient supprimées et les différends internationaux se régleraient par arbitrage. Dans ce cas, le désarmement devient possible et souhaitable.

La première guerre mondiale a marqué une rupture dans le mouvement récurrent des débats théoriques sur le caractère pacifique à long terme de l'économie. Les études sont devenues moins unifiées, plus pragmatiques que les grandes théories du siècle précédent, les économistes, à l'instar de Keynes, étant moins concentrées sur le futur lointain du système que sur le traitement à court terme des problèmes socio-politiques. Cependant, les divergences s'accentuent entre ceux qui considèrent que le développement conduira au désarmement, ceux qui contestent et retournent même cette version et ceux qui pensent que le système ou l'humanité ont le péché originel de la guerre inscrit dans leurs fibres.

La seconde guerre mondiale va conduire à une course aux armements marquée par des guerres régionales, parfois proches d'un « éclatement » mondial qui jamais ne s'est exprimé, probablement par la crainte de l'arme nucléaire. Le développement de nouvelles techniques d'analyse (notamment l'essor de l'économétrie et de la formalisation) ont permis des études déductivo-empiriques sur les fondements de la militarisation et la mise en place de modèles de course aux armements. Certes, le désarmement est souvent revendiqué dans les sphères politiques, mais les économistes ne se concentreront sur cette question que dans le dernier quart de ce XX^{e} siècle, lorsque les coûts des armements pour les grandes puissances militaires commencèrent à susciter des interrogations sur la « fin de l'empire américain » ou sur « l'échec du modèle soviétique ». Bref, le désarmement n'est devenu un thème économique qu'à la fin de ce siècle.

---

[7] Walras L., (1879), « De la culture et de l'enseignement des sciences morales et politiques », in *Mélanges d'économie sociale*, volume VII.

Jan Tinbergen estime que 70% des décisions dans le monde étaient le fait d'individus ou de ménages, 15% par les gouvernements locaux et 15 % par les gouvernements. Il faudrait laisser au moins 3% pour des décisions d'intérêt mondial commun. Il y a des problèmes de pollution ou plus généralement d'effets externes qui ne peuvent pas être résolus individuellement. Il s'agit donc de bien mettre en évidence ce genre de « concernement collectif », pour créer des espaces de solidarités entre les Gouvernements et les pays. Il est vrai que si tout le monde coopère, il n'y a plus aucune raison de conflit. Mais est-ce qu'il est possible de coopérer lorsque justement il y a conflit que les simples raisonnements économiques sont un peu courts pour expliquer (idéologie ou religion, par exemple). Il y a six approches de résolution de conflits :

- La concession unilatérale ne soulève aucune difficulté,
- Négociations,
- Bons Offices,
- Médiation,
- Arbitrage,
- Court de justice.

Après l'effondrement du mur de Berlin, le socialisme soviétique a abandonné sa politique de puissance militaire, ce qui a favorisé la disparition du Pacte de Varsovie. Volontairement ou involontairement, pour la première fois depuis six décennies, le désarmement s'inscrivait dans les faits. Or, les analyses économiques sont restées encore très discrètes dans l'abondante littérature économique. La question que se posent encore les économistes d'aujourd'hui est de savoir si l'économie est ou non un facteur de paix, et accessoirement un facteur de désarmement.

La question des conflits et guerres économiques suppose la mise en évidence des stratégies de guerre économique et des liens étroits entre les conflits armés et les variables économiques. De même, la guerre est parfois présentée comme un fardeau, alors que certaines théories considèrent qu'elle constitue un instrument performant pour créer les révolutions économiques nécessaires face aux accumulations des effets d'inertie de la société. Pour certains économistes, la guerre est d'abord un problème politique, alors que pour d'autres, elle est d'abord la résultante des structures économiques. En outre, la menace de guerre ou l'augmentation des dépenses militaires constituent des stratégies d'intimidation qui expriment une certaine volonté d'indépendance ou, pour les plus puissants, d'hégé-

monie. Enfin, la guerre économique prend de nouvelles formes comme le terrorisme ou les conflits de négociation, qui ne conduisent pas nécessairement à la guerre, mais qui sont tout autant aussi. Enfin, la guerre est soutenue par des industries d'armement aux fortes influences économiques.

Sans vouloir ambitionner l'exhaustivité, nous reprendrons ces différents thèmes, sous une forme parfois réduite. Pour ce cours, nous avons repris quelques articles déjà publiés dans plusieurs revues.

Bibliographie

Attali, J. (1998), Dictionnaire du XXIe siècle, Fayard, Paris.

Barre, R., Fontanel, J. (1991), Principes de politique économique, Collection "L'Economie en Plus", Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991

Chatterji,M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), Arms spending, development and security, Ashing Publishing House, New Delhi.

Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2005), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy. Wolfram Elsner. Arms, War, and Terrorism in the Global Economy Today : Economic Analyses and Civilian Alternatives, 13, LIT Verlag, pp.39-58, 2007, Bremer Schriften zur Konversion,

Fontanel, J. (1984) L'économie des armes, Collection Repères, Edition La Découverte, Paris.

Fontanel, J. (1993), Economistes de la paix, Economie en Plus, PUG, 1993, 172 p.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), La guerre économique, ARES, Vol XIII, 4, Grenoble, 1992

Fontanel, J. (1993), The economics of disarmament, in Handbook of Defense Economics, Vol.1. (Hartley and Sandler eds), North Holland, Elsevier Sciences, Amsterdam.

Fontanel, J. (2002), Les Stratégies de la guerre économique, in Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie., (Edition Jacques Fontanel, Avant-propos de K.Arrow), Côté Cours, Grenoble, décembre.

Fontanel, J. (2003), « Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes, PUG (Presses Universitaires de Grenoble), Grenoble

Fontanel, J. (2003), La paix par la globalisation, in « Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes, Débats, PUG, Grenoble, 2003.

Kaysen, C. (1990), Is war obsolet ? International Security, Vol 14. N°4.

List, F. (1857), Le système national d'économie politique

Marx, K., Engels, Y. (1860), Le Manifeste du Parti Communiste. Editions Bourgeois, (1984), collection 10/18.

Pigou, A.C. (1921), The political economy of war, McMillan, London.

Sun ZI (1990), L'art de la guerre, Economica, Paris.

Walras, L. (1879), De la culture et de l'enseignement des sciences morales et politiques, in Mélanges d'économie social , Volume VII.